

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2017 : déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars

Le mois d'octobre 2017 s'est soldé par un déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,5 milliard en octobre 2016. Les revenus ont augmenté de 1,0 milliard (4,0 %), en raison surtout d'une hausse des rentrées fiscales. Les charges de programmes ont diminué de 0,2 milliard (0,9 %), du fait que la hausse des principaux transferts aux particuliers a été plus que neutralisée par la baisse des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 39 millions (2,0 %).

D'avril à octobre 2017 : déficit budgétaire de 6,3 milliards de dollars

Pour la période d'avril à octobre de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 6,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 9,3 milliards pour la même période de l'exercice 2016-2017. Les revenus ont augmenté de 7,9 milliards (4,8 %), la hausse des rentrées fiscales ayant été partiellement neutralisée par la baisse des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 5,4 milliards (3,4 %), en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard (4,1 %), principalement sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Octobre 2017

Le mois d'octobre 2017 s'est soldé par un déficit budgétaire de 0,3 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,5 milliard en octobre 2016.

En octobre 2017, les revenus se sont chiffrés à 25,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,0 milliard (4,0 %) comparativement à octobre 2016.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 40 millions de dollars (0,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (18,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont enregistré une hausse de 0,1 milliard de dollars (15,4 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (10,9 %), principalement sous l'effet d'une hausse de 0,6 milliard des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS). Les droits de douane à l'importation et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 37 millions et de 7 millions, respectivement, tandis que les taxes sur l'énergie ont augmenté de 14 millions.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard de dollars (13,4 %) en raison de la réduction du taux de cotisation résultant du mécanisme d'établissement du taux d'équilibre sur sept ans entré en vigueur en 2017.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,3 %).

Les charges de programmes ont totalisé 23,8 milliards de dollars en octobre 2017, soit une baisse de 0,2 milliard (0,9 %) comparativement à octobre 2016.

 Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (2,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,2 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont baissé de 49 millions (3,1 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 22 millions (1,1 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS], le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS] et les paiements effectués au titre des nouveaux transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale, annoncés dans le budget de 2017), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,3 milliard de dollars (4,4 %), puisque la hausse prévue par la loi des paiements effectués au titre du TCS et du TCPS ainsi que des transferts relatifs à la péréquation et des transferts aux provinces et aux territoires a été plus que compensée par la baisse des transferts pour le compte des villes et des collectivités découlant de la variation du calendrier des versements.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État consolidées. Les charges de programmes directes ont diminué de 0,2 milliard de dollars (1,5 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - les paiements de transfert ont diminué de 0,7 milliard de dollars (19,5 %) en raison de la variation du calendrier des versements et de la baisse des paiements de transfert effectués par divers ministères, notamment au titre des réclamations et de l'infrastructure;
 - les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (8,2 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 39 millions de dollars (2,0 %).

D'avril à octobre 2017

La période d'avril à octobre de l'exercice 2017-2018 s'est soldée par un déficit budgétaire de 6,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 9,3 milliards pour la même période de 2016-2017.

Les revenus ont augmenté de 7,9 milliards de dollars (4,8 %), pour atteindre 171,8 milliards.

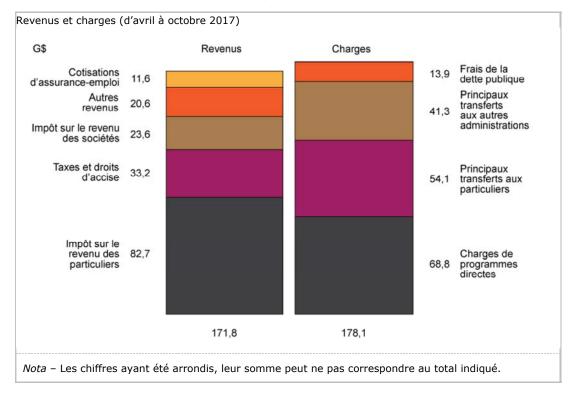
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,2 milliards de dollars (5,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (8,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (23,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,8 milliards de dollars (9,2 %) de plus. Les rentrées de TPS ont augmenté de 2,5 milliards (12,3 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 0,1 milliard et les droits de douane à l'importation ont enregistré une hausse de 0,2 milliard, tandis que les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 16 millions.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,6 milliard de dollars (11,8 %), en raison d'une réduction du taux de cotisation résultant du mécanisme d'établissement du taux d'équilibre sur sept ans entré en vigueur en 2017.
- Les autres revenus ont baissé de 0,3 milliard de dollars (1,7 %).

Pour la période d'avril à octobre 2017, les charges de programmes ont totalisé 164,2 milliards de dollars, en hausse de 5,4 milliards (3,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

• Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 2,5 milliards de dollars (4,8 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,6 milliard (5,8 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard (3,4 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de

- 1,3 milliard (10,5 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (2,3 %), en raison principalement des augmentations, prévues par la loi, du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que des paiements effectués au titre des nouveaux transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (3,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - ∘ les paiements de transfert ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,5 %);
 - les autres charges de programmes directes ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (4,5 %), du fait de la hausse des charges de fonctionnement des sociétés d'État consolidées et de la Défense nationale.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard de dollars (4,1 %), principalement sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.



Besoins financiers de 13,7 milliards de dollars d'avril à octobre 2017

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 6,3 milliards de dollars et des besoins financiers de 7,4 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à octobre 2017 s'est soldée par des besoins financiers de 13,7 milliards, comparativement à des besoins financiers de 22,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 18,6 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 13,7 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 5,0 milliards en augmentant la dette non échue de 18,6 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin d'octobre 2017, les soldes de trésorerie s'élevaient à 41,9 milliards de dollars, soit 1,4 milliard de moins qu'à la fin d'octobre 2016.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M\$

	Octob	Octobre		ctobre
	2016	2017	2016-2017	2017-2018
Opérations budgétaires				
Revenus	24 475	25 466	163 921	171 808
Charges				
Charges de programmes	-24 012	-23 784	-158 750	-164 173
Frais de la dette publique	-1 992	-2 031	-14 511	-13 912
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 529	-349	-9 340	-6 277
Opérations non budgétaires	-359	-824	-12 996	-7 400
Ressources ou besoins financiers	-1 888	-1 173	-22 336	-13 677
Variation nette dans les activités de financement	3 603	5 876	27 758	18 632
Variation nette dans l'encaisse	1 715	4 703	5 422	4 955
Encaisse à la fin de la période			43 267	41 856

Tableau 2
Revenus

	Octo	bre		Avril à c	octobre	
	2016 (M\$)	2017 (M\$)	Variation (%)	2016-2017 (M\$)	2017-2018 (M\$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	11 823	11 863	0,3	78 526	82 734	5,4
Impôt sur le revenu des sociétés	3 413	4 054	18,8	21 709	23 598	8,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	689	795	15,4	3 500	4 315	23,3
Total des impôts sur le revenu	15 925	16 712	4,9	103 735	110 647	6,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 373	3 929	16,5	20 488	23 010	12,3
Taxes sur l'énergie	490	504	2,9	3 242	3 335	2,9
Droits de douane à l'importation	469	432	-7,9	3 181	3 356	5,5
Autres taxes et droits d'accise	489	482	-1,4	3 520	3 536	0,5
Total des taxes et droits d'accise	4 821	5 347	10,9	30 431	33 237	9,2
Total des revenus fiscaux	20 746	22 059	6,3	134 166	143 884	7,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 232	1 067	-13,4	13 182	11 625	-11,8
Autres revenus	2 497	2 340	-6,3	16 573	16 299	-1,7
	,					
Total des revenus	24 475	25 466	4,0	163 921	171 808	4,8

Tableau 3			
Charges			

	Octobre			Avril à d	octobre	
	2016 (M\$)	201 <i>7</i> (M\$)	Variation (%)	2016- 2017 (M\$)	2017- 2018 (M\$)	
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	4 079	4 290	5,2	27 694	29 303	5,8
Prestations d'assurance-emploi	1 576	1 527	-3,1	11 608	11 215	-3,4
Prestations pour enfants	1 929	1 951	1,1	12 274	13 557	10,5
Total						
Total	7 584	7 768	2,4	51 576	54 075	4,8
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	3 006	3 096	3,0	21 039	21 671	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 112	1 146	3,1	7 786	8 020	3,0
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	s.o.	0	s.o.	s.o.	300	s.o.
Total	4 118	4 242	3,0	28 825	29 991	4,0
Accords fiscaux et autres transferts	1 732	1 773	2,4	12 879	13 100	1,7
Villes et collectivités du Canada	414	0	s.o.	1 450	1 036	-28,6
Abattement d'impôt du Québec	-398	-406	2,0	-2 785	-2 842	2,0
Total	F 066	F. 600		40.260	44 205	2.2
	5 866	5 609	-4,4	40 369	41 285	2,3
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	77	37	-51,9	448	434	-3,1
Emploi et Développement social Canada	603	606	0,5	3 533	3 944	11,6
Affaires mondiales Canada	169	199	17,8	1 452	1 883	29,7
Santé Canada	191	241	26,2	1 903	2 066	8,6
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	1 254	795	-36,6	4 761	4 563	-4,2
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	471	315	-33,1	1 760	2 187	24,3
Autres	921	775	-15,9	6 197	4 875	-21,3

Total	3 686	2 968	-19,5	20 054	19 952	-0,5
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État consolidées	761	735	-3,4	5 350	5 915	10,6
Défense nationale	2 046	2 381	16,4	13 609	14 772	8,5
Tous les autres ministères et organismes	4 069	4 323	6,2	27 792	28 174	1,4
Total des autres charges de programmes directes	6 876	7 439	8,2	46 751	48 861	4,5
Total des charges de programmes directes	10 562	10 407	-1,5	66 805	68 813	3,0
Total des charges de programmes	24 012	23 784	-0,9	158 750	164 173	3,4
Frais de la dette publique	1 992	2 031	2,0	14 511	13 912	-4,1
Fotal des charges	26 004	25 815	-0,7	173 261	178 085	2,8

Tableau 4 Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers M\$

	Octobre		Avril à	octobre
	2016	2017	2016-2017	2017-2018
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 529	-349	-9 340	-6 277
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-502	31	-2 172	-1 137
Autres activités d'investissement	-997	-184	-6 245	-1 909
Régimes de retraite et autres passifs	641	908	4 129	3 529
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	2 223	678	-4 877	-10 848
Opérations de change	-2 073	-2 095	-6 108	1 970
Amortissement des immobilisations corporelles	349	-162	2 277	995
	-			
Total des autres activités	499	-1 579	-8 708	-7 883
Total des opérations non budgétaires	-359	-824	-12 996	-7 400
Ressources ou besoins financiers	-1 888	-1 173	-22 336	-13 677
Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondr	e au total i	ndiqué.		ı

Tableau 5 Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement M\$

	Octo	Octobre		Avril à octobre	
	2016	2017	2016- 2017	2017 2018	
Ressources ou besoins financiers	-1 888	-1 173	-22 336	-13 677	
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement					
Opérations de la dette non échue					
Emprunts en dollars canadiens					
Obligations négociables	11 196	10 317	20 261	30 445	
Bons du Trésor	-8 300	-6 200	5 600	-8 700	
Titres au détail	40	-141	179	-474	
Total	2 936	3 976	26 040	21 271	
Emprunts en devises	-112	10	699	-582	
Total	2 824	3 986	26 739	20 689	
Réévaluation de swaps de devises	898	2 213	628	-1 097	
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-99	-306	547	-987	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échu	-20	-17	-156	27	
Variation nette dans les activités de financement	3 603	5 876	27 758	18 632	
ariation dans l'encaisse	1 715	4 703	5 422	4 955	

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passi
M\$

	31 mars 2017	31 octobre 2017	
assifs			
Créditeurs et charges à payer	132 519	136 410	3 891
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	536 280	566 725	30 445
Bons du Trésor	136 700	128 000	-8 700
Titres au détail	4 533	4 059	-474
Total partiel	677 513	698 784	21 271
Payable en devises	17 609	17 027	-582
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 764	6 667	-1 097
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 322	4 335	-987
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 425	5 452	27
Total de la dette non échue	713 633	732 265	18 632
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	151 806	151 256	-55
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	93 568	97 259	3 69
Autres passifs	5 689	6 077	388
Total des régimes de retraite et autres passifs	251 063	254 592	3 529
Total de la dette portant intérêt	964 696	986 857	22 161
	70 4 090	900 037	22 161
Total des passifs	1 097 215	1 123 267	26 052
ctifs financiers			
Trésorerie et créances	158 055	177 749	19 694

Comptes d'opérations de change	98 797	96 827	-1 970
Prêts, placements et avances (nets des provisions) ¹	124 006	126 074	2 068
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 900	1 900	0
Total des actifs financiers	382 758	402 550	19 792
Dette nette	714 457	720 717	6 260
Actifs non financiers	82 558	82 700	142
Dette fédérale (déficit accumulé)	631 899	638 017	6 118

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota - Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Décembre 2017

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2017)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF ISSN : 1487-0134

¹ Le montant du 31 octobre 2017 inclut des gains de 0,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à octobre 2017.